

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N°759 du 28 Juin 2003

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

DES VACANCES DURABLES

Prenez des vacances durables. C'est le souhait et le conseil que je vous adresse en ce début d'été. Je suis en effet devenu un inconditionnel du développement durable, et notre ministre Toïka SAIFFI m'a convaincu. Les médias se sont également mobilisés pour m'expliquer ce qu'est le développement durable. J'ai appris ainsi que mettre un couvercle sur la casserole où l'on fait bouillir de l'eau, c'est du développement durable. Renoncer aux bains pour leur préférer les douches, c'est encore du développement durable. Fermer le robinet d'eau chaude entre deux coups de rasoir, c'est toujours du développement durable. J'ai donc chassé de mon esprit tous les préjugés que je nourrissais à l'encontre de cette belle idée, de ce noble programme. Animé par la foi des néophytes, je me suis mis à réfléchir à ces mille choses de la vie quotidienne qui peuvent durablement nous aider dans cette croisade. Par exemple :

- *couper le moteur de la voiture dans les descentes ; ne pas s'affoler si l'on n'a ni frein ni direction assisté, ralentir et serrer le frein à mains ;*
- *éteindre lumières et télévisions le soir, et se coucher de bonne heure, c'est excellent pour la santé ;*
- *abandonner les produits surgelés, et revenir à la bonne épluchure des légumes (avec un « économe ») ;*
- *n'acheter que des journaux au papier recyclé : Libération, Le Monde et l'Humanité sont des exemples de recyclage.*

Je pourrais allonger la liste. J'en tiens une copie exhaustive à la disposition de la gentille Toïka. Mais je suis sûr qu'avec un peu d'attention et beaucoup de motivation vous pourrez organiser des vacances durables. Ainsi parce que durables vos vacances seront des vacances citoyennes. La citoyenneté est d'ailleurs à l'ordre du jour. Il y a un nombre croissant de Français qui pensent en termes planétaires, en fonction de l'intérêt général, plutôt qu'à la recherche de leur propre profit (pouah !). Il y a ceux qui luttent contre les OGM, et nous protègent contre le maïs transgénique, les poulets de batterie et les vaches folles. Merci Bové, merci au principe de précaution. Il y a ceux qui se lancent dans l'aventure d'un nouveau négoce, d'où tout bénéfice a disparu et où tout est conçu pour aider les paysans et artisans à échapper aux injustices de la mondialisation. Merci Niconof, merci le commerce équitable. Il y a ceux qui sauvegardent pour nous la grande idée du service public, et qui s'opposent à la privatisation, à la concurrence pour mieux satisfaire les usagers. Merci Thibault, merci la CGT, la FSU, merci les grèves. Il y a ceux qui défendent les retraités alors qu'eux-mêmes bénéficient des régimes spéciaux et savent où prendre l'argent nécessaire. Merci Blondel, merci FO, merci les manifestations spontanées, dans le calme et la dignité.

Ainsi je ne vois autour de moi que des gens qui s'activent durablement, et de façon fort citoyenne – sinon civile– pour penser au futur. Je ne vais évidemment pas passer sous silence les pionniers de cette noble entreprise, ceux de Rio, de Seattle, de Davos, de Porto Alegre, de Johannesburg, car ils ont donné au développement durable son contenu philosophique et humain : secourir les peuples dans la misère en éradiquant le démon capitaliste, penser aux générations futures pour leur éviter d'hériter

d'une planète polluée, pillée et menacée par la sur-consommation des générations actuelles, et des puissants de ce monde. Je pense avec émotion à tous ces gouvernants qui ont su préserver leurs nations de la mondialisation, de la logique du profit et de la propriété privée. Leur contribution au progrès de l'humanité est aujourd'hui enfin reconnue. Cuba, la Corée du Nord, le Zimbabwe, Madagascar, l'Algérie montrent la voie : pas de sur-consommation, pas de croissance échevelée. Croissance zéro peut-être, mais un zéro durable.

Je vous engage donc à devenir, à votre tour, des adeptes de ce que j'ai appelé naguère « l'imbécillité durable ». Et pour tenter de mettre le pays à l'heure du nouveau millénaire (qui pourrait bien durer mille ans d'ailleurs), je vous conseille dans vos conversations, au milieu de chaque phrase, et à n'importe quel sujet, de glisser l'adjectif « durable ». Faites un test dans votre entourage immédiat : vous aurez un effet saisissant. Et si vous parvenez à accoler l'adjectif « citoyen » à ce qui est déjà « durable » vous aurez acquis la totale maîtrise du parler français, du parler durable. Vous charmerez les vôtres, vous séduirez les autres qui verront en vous des hommes et des femmes d'un niveau d'éducation et de connaissances élevé, d'un désintéressement, d'une générosité et d'une solidarité à toute épreuve.

Une précision pour terminer : quand vous en aurez fini avec vos vacances durables –hélas tout a une fin tant que le grand soir n'est pas venu– hâtez-vous de revenir à des occupations elles aussi durables : gérer votre rentrée sociale -qui sera citoyenne à coup sûr- et propulser-vous à Aix pour l'Université d'Eté (elle est la 26^{ème}, elle est bien durable).

Durablement vôtre.

Jacques GARELLO

Conjoncture

FRANCE : CROISSANCE ZERO AU SECOND TRIMESTRE

Rien ne va plus pour la croissance française. Alors que le gouvernement espérait un début de reprise, c'est la croissance zéro qui fait la une de l'actualité. Et rien de bon n'est prévu pour la fin 2003, ni même pour 2004. Cette situation pèse sur l'emploi comme sur le budget. Faisons le point sur la situation de l'économie française à la veille des départs en vacances du mois de juillet.

Moins de 1% de croissance en 2003

Que se passe-t-il du côté de la croissance économique ? Jour après jour les mauvaises nouvelles se succèdent. On se souvient que le gouvernement était parti –l'été dernier- d'une prévision de croissance -qui lui avait servi à établir son budget- de 2,5% pour l'ensemble de l'année 2003. Au début de cette année, il a bien été obligé de revenir à la réalité et de prévoir 1,3% seulement de croissance. Mais la plupart des observateurs -et c'était ici même notre position- trouvaient que c'était encore trop optimiste et qu'il faudrait réduire cette prévision.

C'est désormais chose faite. Du côté des différents experts, on annonce désormais 0,7 ou 0,8% de croissance du PIB en 2003. Le Medef pour sa part prévoit 0,7% et son Président Ernest-Antoine SEILLIERE dit clairement : « Nous ne voyons pas les éléments de la reprise se mettre en place ». Aujourd'hui les prévisions officielles elles-mêmes vont désormais dans le même sens. C'est la Banque de France qui a ouvert le feu. Alors que sa dernière prévision pour le second trimestre 2003 était de 0,2% de croissance, elle vient de réviser ses prévisions à la baisse et annonce que ce sera finalement...0%. Nous voilà donc avec la fameuse croissance zéro, alors que naguère on prétendait que la France avait échappé à la récession. Faut-il s'en étonner ? Les grèves ont encore ajouté à la dégradation générale de l'économie française, qui n'avait pas besoin de cela.

Peut-on cependant espérer une amélioration au troisième trimestre ? La Banque de France annonce cette fois +0,4%, ce qui, compte tenu des deux trimestres précédents, ferait un « acquis de croissance de 0,7% ». Il faudrait une véritable explosion –impensable– de croissance au quatrième trimestre pour que la croissance atteigne 1% sur l'année. Deux jours plus tard, c'était au tour de l'INSEE de confirmer cette évolution, en annonçant 0,8% de croissance en 2003.

Le gouvernement en a pris acte et Francis MER a annoncé que le gouvernement allait revoir à la baisse ses prévisions de croissance. En toute hypothèse ce serait « à peine 1% » formule pudique pour dire moins de 1%. Comme le dit le ministre de l'économie, le ralentissement de l'activité « se traduira par quelques prévisions qui devront être revues ». Et d'ajouter « la croissance passe un mauvais quart d'heure ». Les Français aussi.

Chômage et déficits en hausse

Compte tenu des résultats de 2003, la croissance ne sera pas au fameux rendez-vous en 2004, celui que les Français avaient donné à leurs partenaires européens pour s'acquitter de leurs obligations. Francis MER s'est longtemps accroché à l'idée d'un rythme de croissance de 2,5% au cours de l'année 2004 (en tendance, sinon pour l'ensemble de l'année). Mais chacun sait désormais, et lui-même le dit pudiquement, que « 2004 ne sera pas encore une année de croissance franche ». Voilà de la franchise !

Certes, nous ne sommes pas les seuls dans cette situation. Mais il apparaît clairement que la reprise sera sensible aux Etats-Unis, comme en Grande-Bretagne et dans bien d'autres pays. L'OCDE envisage 4% de croissance en Amérique en 2004 et le gouvernement américain, plus prudent, annonce au moins 3,5%. Les Français regarderont passer le train de la reprise.

Cela n'est pas sans conséquences. La plus évidente concerne l'emploi, qui continue à se dégrader. Non seulement le chômage progresse (atteignant 9,3% de la population active), mais encore les destructions d'emplois l'emportent désormais sur les créations. Pour le seul premier trimestre 2003, l'économie française a détruit de manière nette 49 000 postes de travail ; l'emploi salarié a donc reculé de 0,3%. Or la population active continue à augmenter. Il faudrait donc des créations d'emplois simplement pour maintenir le chômage au niveau actuel. Avec cette baisse, le chômage va continuer à progresser sensiblement dans les mois à venir et ce n'est pas la croissance zéro qui va arranger les choses.

Le refus des réformes

L'autre conséquence majeure porte sur le budget. Le ministre a beau parler de discipline budgétaire, celle-ci sera insuffisante pour empêcher un nouveau dérapage des déficits et de l'endettement. Or, le gouvernement se refuse à faire des économies dans certains secteurs (comme la ville et le logement) et les dépenses publiques continuent à dériver : de quoi empêcher les nécessaires baisses d'impôts, dont l'économie a impérativement besoin pour stimuler l'offre.

Faut-il s'étonner de cette dérive de l'économie française à la veille des vacances ? Le refus des réformes de la part des syndicats politisés, la timidité des réformes envisagées de la part du gouvernement suffisent à expliquer cette situation. Tous les pays ont réformé ou réforment leurs dépenses publiques et leurs prélèvements, en les réduisant, leur assurance-maladie, en l'ouvrant à la concurrence, leur système de retraite, en l'ouvrant à la capitalisation, leur marché du travail, en y introduisant de la flexibilité. Chez nous, rien de tel : une apparence de réforme qui reste dans la ligne précédente, par exemple lorsque le gouvernement s'accroche aux retraites par répartition.

Un seul exemple suffira à faire comprendre l'ampleur du problème : avec la CSG et la CRDS, la tranche marginale d'impôt direct est de près de 60%. Pendant ce temps le gouvernement allemand (social démocrate et vert, faut-il le rappeler) vient de proposer au Parlement de réduire cette tranche de 48,5% à 42%. Près de vingt points d'écart : tout est dit. Il y a ceux qui essaient de s'en sortir, grâce aux réformes, et ceux qui subissent la tyrannie du statu quo.

LES ITALIENS REJETTENT LA LOI GUIGOU

A la différence de la France toujours soumise à la loi de « refondation sociale » due au dernier ministre socialiste du travail en place, Elizabeth GUIGOU, les Italiens n'ont pas voulu appliquer aux PME les mesures stupides tendant à contrôler les « licenciements abusifs ».

En mars 2002 les syndicats italiens avaient organisé une gigantesque manifestation, la plus grande, dit-on, de l'histoire syndicale de la péninsule. Cette manifestation portait sur l'article 18 du statut des travailleurs sur la protection contre les licenciements. Il s'agissait de l'extension éventuelle du régime du licenciement abusif aux petites entreprises de moins de 15 salariés.

Comme le gouvernement n'avait pas voulu céder à la pression de la rue en allant dans le sens voulu par les syndicats les plus extrémistes, un référendum a été organisé pour étendre l'obligation de réintégration en cas de licenciement abusif aux petites entreprises. Ce référendum a été soutenu en particulier par le PRC (Rifondazione comunista), le PDCL, les Verts et la principale confédération syndicale de gauche CGIL. Etant donné l'ampleur des manifestations de l'an dernier, la gauche et l'extrême gauche étaient sûrs de l'emporter au référendum.

Or la proposition a été repoussée : ils n'ont réussi qu'à mobiliser 25,7% des inscrits au lieu des 50% nécessaires pour que le oui l'emporte. Les trois quarts de l'électorat ont donc marqué leur désapprobation en n'allant pas voter et la proposition a bien entendu été repoussée. Il faut dire que l'ensemble des partis de la majorité, le patronat et deux grands syndicats modérés avaient appelé à l'abstention ou au vote négatif. Comme quoi il ne suffit pas de réunir des centaines de milliers de manifestants dans la rue pour avoir l'appui de la majorité de ses concitoyens.

Antonio MARZANO, ministre des affaires productives, s'est félicité de ce résultat : « Les Italiens ont compris que, si le référendum était passé, il aurait mis en crise les petites entreprises et l'ensemble de notre économie ».

Comme quoi, quand un gouvernement courageux demande l'avis du peuple et que l'on explique bien les enjeux, le bon sens l'emporte sur les manifestations bruyantes. Qu'en pense le gouvernement français ?

L'ETAT DE DROIT S'APPLIQUE-T-IL A JOSE BOVE ?

Sommes-nous encore en état de droit ? On peut se poser la question après le dernier épisode de l'affaire BOVE. Monsieur BOVE a un long parcours judiciaire. Il est passé sept fois devant les tribunaux. Il a finalement été condamné à dix mois de prison ferme (6 mois pour destruction de plants de riz transgéniques et quatre mois pour révocation du sursis dans une affaire de fauchage illégal de maïs transgénique). Il s'agit donc d'un délinquant récidiviste. Le devoir du gouvernement était d'appliquer la décision rendue par la justice : c'est cela l'état de droit.

Ajoutons que M. BOVE a bien cherché son incarcération, car il a refusé de rencontrer le juge qui aurait pu lui proposer un aménagement de peine. Son mépris pour la justice bourgeoise est tel qu'il avait annoncé que ses amis empêcheraient son incarcération : il est donc normal que le gouvernement ait pris ses précautions en allant le chercher en hélicoptère pour échapper aux manifestants s'opposant à la justice.

Quant au fond, J. BOVE a maintes fois porté atteinte à la propriété d'autrui ; sans doute un autre droit bourgeois. Il a empêché des scientifiques de travailler, menaçant par là et détruisant des recherches qui auraient pu remédier à la faim dans le monde et montrant son archaïsme et son obscurantisme.

La gauche s'est surpassée dans cette affaire et a sans hésiter remis en cause une décision de justice. Elle y voit une dérive antisyndicale, comme si le syndicalisme avait quelque chose à voir avec des actes de délinquants. Les verts ont même parlé de dictature et selon le PC la liberté syndicale est en cause : on sait que tout ce qui est excessif est insignifiant, mais quand même.

L'UMP a été discrète, en dehors de M. BAROIN qui voit dans cette affaire une décision « juste et responsable ». Le garde des sceaux a tenu dans l'ensemble des propos raisonnables, affirmant que BOVE avait lancé un défi à la justice et qu'il ne devait s'en prendre qu'à lui-même : « le droit doit avoir le dernier mot ». Mais pourquoi M. PERBEN a-t-il gâché ce bon discours en laissant entendre qu'une amnistie pourrait intervenir par exemple à l'occasion du 14 juillet ? Est-ce un bon message à faire passer à tous les délinquants de toutes sortes : l'état de droit s'arrête-t-il aux pieds de M. BOVE et de son syndicat ? Si l'on veut brouiller le message qu'envoie Nicolas SARKOZY sur le front de la lutte contre la délinquance, il n'y a en effet qu'à gracier M. BOVE. Les truands seront ravis d'apprendre qu'il y a deux poids et deux mesures. M. BOVE n'est pas au dessus des lois. Et dans un état de droit on assume les conséquences de ses actes.

LE FUTUR DE LA LIBERTE

Avec ce numéro, nous terminons le compte rendu des journées de la XXV^e Université d'Eté. La XXVI^e se profile déjà. Les retranscriptions présentées ici ont eu l'avantage d'être condensées, mais l'inconvénient de tronquer beaucoup de conférences et débats. Notre espoir est de publier avant la fin de l'année les actes complets de cette XXV^e Université dont le thème général était « La liberté vingt cinq ans plus tard ». Après le bilan des 25 ans passés, quelles perspectives pour les 25 futurs ? Le futur de la liberté dépendra de nos initiatives pour revenir aux valeurs morales qui donnent à la personne humaine liberté et dignité.

Tom PALMER : Ce qui fait le succès de Cato Institute

Cato Institute est avec Heritage et American Enterprise Institute le plus important des think tanks libéraux américains. Il a été fondé en 1977 par un groupe d'hommes d'affaires et d'universitaires. Nous avons aujourd'hui 105 employés, et 200 étudiants qui travaillent pour nous dans le cadre de contrats de recherche de 4 mois.

Notre stratégie est fondée sur l'initiative et la communication. Nous ne sommes à la remorque de personne, et surtout pas des partis politiques : c'est nous qui voulons soulever les problèmes de société et proposer nos réponses. Par définition nous sommes donc « politiquement incorrects ». Mais de ce fait cela nous donne un grand accès aux médias, et dans tous les débats il y a un représentant de Cato pour donner une approche peu orthodoxe. Nous avons donc entraîné nos intellectuels à s'adresser au grand public.

Le dossier sur lequel nous sommes réellement en pointe est celui de la réforme des retraites. La charge des pensions représente deux tiers du budget fédéral, et 68% des gens nous suivent ; nous avons de nombreux chefs d'entreprises qui investissent dans ce projet, ce qui nous donne les moyens financiers voulus. Cato est évidemment à la disposition de tous les Instituts du monde qui veulent mener le même combat, et peut fournir études et argumentations gratuitement.

Economiste et juriste, Tom PALMER dirige le département des études de Cato Institute

Leonard LIGGIO : Généalogie des Think tanks libéraux

Tout a commencé avec l'American Enterprise Institute, créé par un homme d'affaires Libanais William BAROUDY en 1943. La seconde initiative a été celle de la Fondation pour la Formation Economique (FEE, Foundation for Economic Education) créée conjointement par Leonard REED et William HARPER. L'un était un entrepreneur puissant, qui deviendra Président de la Chambre de Commerce de Los Angeles, l'autre un Professeur de Cornell Uny. Après la visite d'Antony FISHER, l'initiateur de l'IEA de Londres avec Lord HARRIS, HARPER décida de s'intéresser davantage aux étudiants, et il fonda l'Institute for Humane Studies en Californie, destiné à accueillir des étudiants du monde entier pour des séminaires d'été animés par d'éminents universitaires. Sous ma Présidence, IHS s'est transféré en Virginie pour bénéficier des synergies de George Mason Uny, une université privée qui redémarrait avec une équipe de libéraux de grand talent. Une filiale d'IHS est devenue IHS Europe avec Jacques GARELLO, et maintenant Institut of Economic Studies Europe avec son fils Pierre. Antony FISHER suivait avec passion les progrès des Instituts américains, et il fut à l'origine du Fraser Institute, du Manhattan Institute, du Pacific Research Institute, du National Center for Policy Analysis ; L'ensemble fut couronné par la naissance d'Atlas Economic Research Foundation, qui rayonne à son tour dans plus de cinquante pays au monde pour créer et développer d'autres Instituts. Le réseau des think tanks libéraux se porte bien, et l'Université d'Eté est sans doute une des plus belles réalisations à ce jour.

Historien de l'Economie, Professeur à George Mason Uny, Président de la Société du Mont Pèlerin, Leonard LIGGIO est Vice-Président d'Atlas Foundation et de l'Institute for Economic Studies Europe.

Rév. Robert SIRICO : Attentes et devoirs des jeunes dans le futur de la liberté

Comme on a pu le constater, l'effort prioritaire de nombreux think-tanks libéraux est dirigé aujourd'hui vers les jeunes.

Qu'attendent les jeunes aujourd'hui ? Pour répondre à cette question permettez-moi d'évoquer un souvenir de ma jeunesse. Entre 10 et 13 ans j'appartenais à une bande de garçons de Brooklyn, et nous n'avions guère d'autre distraction que de jouer à une parodie de base-ball dans les ruelles étroites de ce quartier miséreux. Nous étions violents et bruyants. Cependant, assise sur le pas de sa porte, trônant sur son siège, il y avait une vieille dame, Madame Rabinowitz, qui épiait nos faits et gestes. Quand nous dépassions la mesure ou risquions de faire une bêtise, Madame Rabinowitz se levait et appelait « Robert ! ». D'un seul mot, elle calmait tout le monde. Quel rapport entre l'histoire de cette vieille juive stoppant les voyous d'un seul mot et les attentes de la jeunesse ? C'est qu'aujourd'hui comme hier les jeunes ont besoin d'une autorité morale, d'une référence.

Mais d'une autorité réelle, admise, issue du voisinage : le père de famille, ou la vieille dame. Pas d'une autorité lointaine et anonyme comme la police. Il n'est pas bon que la première rencontre des jeunes avec la morale se fasse avec la police. Il existe entre les jeunes et l'Etat des quantités d'intermédiations possibles, et il ne faut pas les court-circuiter : c'est le principe de subsidiarité qui doit jouer. La morale est une affaire privée avant d'être une forme de l'ordre public. Et le cri du cœur des jeunes aujourd'hui est cette quête d'un idéal, que personne ne propose. Les « aides » de l'Etat ne sont pas un substitut à ces idéaux, au contraire elles entraînent les jeunes dans l'irrespect. Les jeunes n'attendent pas une autorité publique, mais une autorité morale.

Comment expliquer que l'idole de millions de jeunes soit un homme de quatre lions de jeunes so Tj-0.29208 Tc (L) Tj

La meilleure façon de détourner les jeunes de la drogue et de la prostitution est de les mettre au travail le plus tôt possible. L'Etat empêche cet apprentissage parce que les lois sociales font qu'il n'y a que deux positions possibles : avoir un emploi rémunéré ou être pris en charge par la communauté en ne faisant rien. Il est faux de croire que les adolescents et les enfants peuvent entrer de plain pied sur le marché du travail. Cela est au-delà de leur aptitude courante. Mais les jeunes sont capables de se rendre utiles dans un travail effectif, quitte à être très faiblement rémunérés, voire à travailler pour rien. Ils apprendront progressivement la discipline et la compétence. La discipline est celle de travailler avec d'autres, de respecter des horaires, d'avoir soin de son matériel. La compétence s'acquiert aussi par la pratique, et les jeunes peuvent progressivement passer d'une tâche à une autre : ils mesureront leurs capacités, et chercheront à les développer. L'intégration des jeunes dans le marché du travail doit donc se faire par étapes successives et sans les rigidités introduites par le législateur, qui assimile indûment un jeune à un travailleur ordinaire. Moins l'Etat s'occupera de l'emploi des jeunes, et mieux ce sera. On peut évoquer ici le dialogue entre le philosophe grec et Alexandre le Grand, qui lui demandait : « Que puis-je faire pour toi ? ». Le philosophe lui répondit : « Otes-le le F7.8

XXVI° UNIVERSITE D'ETE DE LA NOUVELLE ECONOMIE

31 août – 3 septembre 2003

PERSPECTIVES DE LA CONCURRENCE

DIMANCHE 31 AOUT 2003

Cocktail de bienvenue et Dîner d'ouverture
(Grand Hôtel Roi René)

Comprendre la concurrence

Nécessité d'une concurrence fiscale en Europe

LUNDI 1 SEPTEMBRE 2003

Qu'est ce que la concurrence ?

Concurrence et fiscalité

Séminaires de l'après-midi :

La politique de la concurrence

La charge fiscale en France

Competing with the EU countries

Competition : a view from the US

MARDI 2 SEPTEMBRE 2003

Concurrence monétaire

Concurrence des droits

Séminaires de l'après-midi :

Les tribulations monétaires des PECE

Harmoniser le droit en Europe

A Constitution for the EU ?

Law Harmonization in EU

Should UK join Euroland ?

MERCREDI 3 SEPTEMBRE 2003

Concurrence et exclusion

Concurrence et justice

Séminaires de l'après-midi :

L'éducation en France

Séminaire Acton-ALEPS

Private education, Home schooling

Liberty and Religion

Réformes sociales en France

Interviendront en principe au cours de cette semaine : Pr. Baudouin Bouckaert - Jakob Breadstrup - Pr. Jean Pierre Centi - Pr. Enrico Colombatto - Pr. Victoria Curzon Price - Pr. Lars Feld - John Fund - Pr. Jacques Gareilo - Pr. Pierre Gareilo - Sam Gregg - Lord Ralph Harris - Pr. Jesus Huerta de Soto - Georges Lane - Pr. Bertrand Lemennicier - Kurt Leube - Nicolas Marquès - Pr. Jean Yves Naudet - Pr. Philippe Némó - Pr. Nikolay Nenovsky - Pr. Gerald O'Driscoll - Pr. Tom Palmer - Pr. Angelo Petroni - Pr. Joseph Pini - Radu Nechita - Gregory Rehmke - Seldom Richman - Pr. Mario Rizzo - Pr. Pascal Salin - Rév. P. Robert Sirico - Pr. Philippe Stoffel-Munck - Benoite Taffin - James Tooley - Pr. A.P. Weber

Frais d'inscription à la XXVI° Université d'Été : 50.00 € (25.00 € pour les étudiants)

Réservation d'une chambre en Cité Universitaire : 38.00 € (4 nuits)

Participation au dîner d'ouverture : 60.00 €

Toutes les informations sont disponibles sur le site internet de l'Aleps : www.libres.org

Vous y trouverez également un bulletin d'inscription à retourner au secrétariat de l'Université d'Été (3 avenue Robert Schuman, 13628 Aix en Provence Cedex 1).

AU SOMMAIRE DU N° 759 :

EDITORIAL : Des vacances durables pp. 1-2

CONJONCTURE : France : croissance zéro au second trimestre pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Les Italiens rejettent la loi Guigou p.4 - L'état de droit s'applique-t-il à José BOVE p. 4

SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : Le futur de la liberté pp.5-7 - XXVI° Université d'Été p - 8

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : €30.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : €92.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org